



Déc.
2005

N° 80

BALLON ROUGE

En préparant les jours meilleurs

Après la chienlit, le sauvageon, la racaille ...c'est la canaille et j'en suis !

Des riches de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus pauvres

Pendant que nos élus se préoccupent de l'impact fiscal sur les malheureux contribuables soumis à l'impôt sur la fortune... ou des plafonds d'exonération pour l'emploi d'un domestique ;

- des droits fondamentaux sont bafoués : Travail, Logement, Santé, Education ...
- des existences sont détruites, éjectées d'un système lancé dans sa folle course au profit...
- des générations successives, une, deux, trois... sont victimes du chômage, de la pauvreté, des misères économiques, sociales, culturelles et rejetées dans des ghettos de souffrances et d'humiliations.

Face à ce crime social, se dresse une barrière de répression, de haine, de mépris teinté de racisme.

Dans ce foyer incandescent où la moindre étincelle peut embraser les quartiers, deux adolescents sont morts... pour rien, en revenant du stade.

La mèche est allumée, la révolte des jeunes a grondé, les voitures ont brûlé.

Ils ont raison de se révolter !

Cette révolte est brutale, maladroite, et aussi dangereuse que les choix politiques qui les ont poussés dans cette impasse. Mais le plus grand danger pour eux serait aujourd'hui de se taire et d'accepter, passifs, leur condamnation sociale.

On peut rêver de les voir s'emparer de la politique, s'organiser dans des collectifs de base, interpellier les structures associatives et les mouvements politiques, engager une réflexion de fond sur les luttes à conduire pour combattre ce système.

On peut au moins espérer que leur révolte bousculera nos décideurs et ne se traduira pas par un enfermement renforcé des pauvres qu'il est plus facile de punir que de guérir.

Ballon Rouge, le 5 novembre 2005

NON A L'ETAT D'URGENCE

L'état d'urgence est un échelon de violence supplémentaire pour imposer aux pauvres l'ordre établi, et faire accepter la régression sociale généralisée.

C'est un pas vers la fascisation d'un pouvoir d'Etat qui a soumis la justice au diktat de la police.

Dans un pays marqué par le fléau du colonialisme, la pauvreté et le racisme produisent des effets idéologiques dévastateurs que manipulent les apprentis sorciers de la bande Chirac/Sarkozy, qui nous gouvernent au-dessus des lois communes.

Nous devons le répéter : la révolte des jeunes des quartiers pauvres est légitime ! Et elle a déjà remporté un succès, en plaçant au coeur du débat la question des quartiers pauvres, de la misère, du racisme ordinaire, des humiliations subies et des attentes d'une jeunesse sacrifiée.

Il faut encourager partout dans notre pays un sursaut, une solidarité populaire pour :

- Ø Imposer la levée de l'état d'urgence
- Ø Faire cesser la répression policière
- Ø Exiger la libération des centaines de jeunes condamnés et emprisonnés, et l'arrêt des reconduites à la frontière.
- Ø Faire reculer le chômage, la précarité, les misères de vie.
- Ø Se battre pour les droits humains fondamentaux : savoir, travail, santé, logement.

C'est un immense programme de lutte contre les tares les plus criantes du capitalisme.

Ballon Rouge, le 23/11/2005

SOMMAIRE

Page 1 : Communiqués Ballon rouge

Page 2 : Octobre - novembre 2005

Page 3 : Octobre - novembre (suite)

Page 4 : Octobre - novembre (suite)

Page 5 : « Mes universités d'automne à BR »

Page 6 : Programme de décembre 2005



Vous savez, moi, avec tous ces policiers un peu partout, je me sens de moins en moins en sécurité !

Le 27 octobre 2005, Zyed, Bouna et Muttin, poursuivis par la police, se réfugiaient dans un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois. Les deux premiers mourront électrocutés et Muttin sera grièvement blessé au bras droit et aux cuisses. Cet événement va déclencher une série d'émeutes urbaines. Parties de Clichy, ces émeutes vont rapidement s'étendre aux quartiers de la couronne de Paris, puis dans plus de 300 communes. Elles sont symptomatiques d'une colère longtemps étouffée. Elles sont le fait de jeunes sans avenir qui réagissent aux provocations policières, aux attitudes racistes permanentes de plus en plus banalisées, aux propos méprisants du ministre de l'Intérieur, au mal-être vécu dans des ensembles urbains déshumanisés et, enfin, elles répondent à la désespérance sociale qui est le lot de ces quartiers où cumulent toutes les misères.

« Entre chômage, sous-emploi, précarité financière des « travailleurs pauvres », c'est très vraisemblablement entre le quart, au moins, et le tiers de la population : soit 15 à 20 millions de personnes – 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires – qui, pour une raison ou pour une autre, ont, de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté. » (Jacques Rigaudiat, *Droit social* n°3, mars 2005). Plus précisément, entre

7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires...

1983 et 2003, les emplois d'intérim ont été multipliés par trois, les contrats à durée déterminée par cinq, les emplois à temps partiels par sept et les emplois aidés ont crû de 34%. Pendant ce temps, les contrats à durée indéterminée n'augmentaient que de 12% ! D'autre part, 29% des salariés gagnent aujourd'hui moins de 1 100 € et le salaire médian est de 1 200 €.

qui frappe d'abord les jeunes...

La paupérisation des habitants de ces quartiers est le résultat direct de la politique libérale menée depuis 30 ans. Celle-ci

L'abandon et le détachement d'une génération qui cherche à exister...

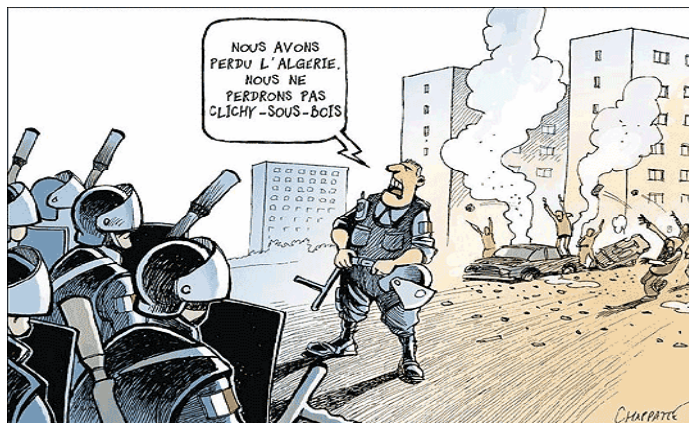
s'enorgueillit de succès économiques pour le profit d'une petite minorité, dont les conséquences sont une précarité qui tend à se généraliser pour les salariés, une baisse de revenus pour la grande masse, l'affaiblissement dramatique des solidarités mises en place au lendemain de la seconde guerre et enfin

l'abandon et le détachement d'une génération qui cherche à exister au travers de communautés de bloc d'immeubles ou d'origine ethnique.

Les enfants de ces quartiers sortent souvent de familles en grandes difficultés sociales. Ils subissent plus que d'autres l'échec scolaire. Ils ont soit pas la bonne couleur ; soit pas le bon patronyme ; et, certainement pas le bon lieu d'habitation pour trouver un emploi même mal rémunéré et précaire. Ils sont confrontés continuellement à d'humiliants contrôles policiers au faciès.

Ces jeunes ont donc de bonnes raisons de se révolter.

Leur révolte leur a déjà apporté une première victoire, celle qu'enfin les difficultés qu'ils accumulent ne soient plus le sujet de réflexion de quelques sociologues, mais une question politique majeure posée à l'ensemble du corps social. Il faut maintenant apporter des réponses à leur désespoir et, pour cela, unir l'ensemble des composantes de la classe dépossédée soumise à l'arrogance des possédants et de ses chiens de garde : médias, managers, hommes politiques et gendarmes.



Les femmes de moins de 24 ans sont passées d'un taux d'activité de 45,5% en 1975 à 30,3% en 2004...

Les jeunes, qui passent nécessairement par un moratoire, période d'apprentissage et de construction sociale qui les mène de la situation d'adolescent à celle d'adulte, c'est-à-dire des études à l'emploi, du foyer parental à un nouveau foyer, subissent de plein fouet cette insécurité sociale. Les femmes de moins de 24 ans sont passées d'un taux d'activité de 45,5% en 1975 à 30,3% en 2004 pendant que les hommes de la même tranche d'âge passaient de 55,6% à 37,8%. Ces taux d'activité sont les plus faibles, toutes catégories confondues, sauf après 58 ans. Les femmes de moins de 29 ans ont un taux de pauvreté égal à 7,3% et les hommes de la même tranche d'âge de 6,7%, taux supérieurs à toutes les autres. Les dépenses de logement des moins de 24 ans sont passées de 15,1% de leurs revenus en 1984 à 30,7% en 2002.

et les populations immigrées de première, deuxième et troisième génération.

Cette situation déplorable, qui concerne l'ensemble de la population, est encore plus dégradée pour les 4,5 millions d'immigrés qui vivent en France, en particulier pour les originaires d'Afrique et les Français issus de l'immigration récente (deuxième et troisième génération). Ces populations, massivement concentrées en région parisienne, cumulent un taux de familles monoparentales plus élevé, un habitat plus petit et moins confortable, un niveau scolaire plus faible lié à une proportion d'emplois ouvriers plus forte et, à même niveau de qualification, un risque de chômage deux fois plus important que celui des Français dits de souche,

L'expression violente de ce désespoir s'est manifestée par la destruction massive de biens auxquels ils n'ont pas accès : voitures, magasins, entreprises ; par la destruction de services collectifs qui ne répondent pas à leur attente : écoles, bus ; par le harcèlement de la police qui cristallise leur révolte.

risque qui est multiplié par 2,5 pour les populations originaires d'Afrique.

Les jeunes Français originaires d'Afrique ou les jeunes immigrés d'Afrique, et en particulier

...un risque de chômage multiplié par 2,5 pour les populations originaires d'Afrique.

les jeunes femmes, cumulent, en plus grave, les difficultés touchant chacune des autres catégories : logement, discrimination raciste, risque de chômage, difficulté à obtenir un CDI, etc. Ces jeunes, enfin, affirment le même

rejet que celui observé chez les jeunes Français vis-à-vis de la politique, du capitalisme et des médias (63,5%, 60,5%, 49,5%).

Cet ensemble de difficultés produit une économie souterraine basée sur des trafics divers (cannabis, vols de voitures pour servir de pièces de rechange à une population paupérisée, pillage de camions, etc.). Les renseignements généraux soulignaient avant ces événements que « la lutte contre ces pratiques est difficile car l'application sans faille de la loi républicaine risque d'accroître les tensions. » Ils ajoutent que « les trafiquants, de plus en plus jeunes, considèrent ces pratiques comme nécessaires à leur survie, voire à celle de leur famille. »

2) Une politique criminelle...

Les gouvernements Raffarin et Villepin se sont appliqués à casser ce qui restait de solidarité nationale vis-à-vis de ces quartiers : les services publics et quelques béquilles de l'ordre social. Dès 2002, baisse des subventions allouées aux associations dites d'insertion, remise en cause de la politique scolaire, pourtant insuffisante, de discrimination positive illustrée par la création des ZEP et la mise en place du dispositif des Emplois jeunes dans les écoles et les collèges, suppression de la police de proximité, baisse des moyens de couvertures sociales, etc.

Afin de tenter d'encadrer les jeunes de ces quartiers, Sarkozy a mis en place une politique de discrimination basée sur les communautés religieuses, en particulier la communauté musulmane au sein

Sarkozy a mis en place une politique de discrimination basée sur les communautés religieuses...

de laquelle il a favorisé l'émergence de l'UOIF. Dans le même temps, il accentue la chasse aux sans papiers et leur expulsion arbitraire, la politique de répression (faire du chiffre), les contrôles répétitifs, le sentiment de toute

puissance ressenti par la police. Il renforce l'armement de la police (flash-ball et pistolet électrique), ce qui lui offre une opportunité de tirer en toute impunité (se souvenir de la lycéenne de Lyon qui a fait valoir devant la justice la disproportion de moyen employé par un policier qui l'avait atteinte trois fois à l'aide d'un pistolet électrique ce printemps).

Bref, une politique de tension a été mise en place délibérément. Cette politique, testée dans les quartiers pauvres, correspond à la volonté de réprimer l'action syndicale trop souvent attaquée en justice et à tenter d'écarter les risques d'explosion sociale généralisée.

qui se trouve mise en défaut.

Le mépris affiché par Sarkozy à l'encontre de cette jeunesse ne lui a pas permis de comprendre la cassure irréparable causée par ses propos et sa politique répressive - mensonges entourant le décès des deux jeunes de Clichy, silence après le grenadage des fidèles d'une mosquée et sous-estimation prolongée de la révolte -. A cela s'est ajouté un défaut de solidarité ministérielle.

...l'état d'urgence à partir du 9 novembre pour 12 jours ressemble à une nouvelle provocation.

La réponse tardive de Villepin proclamant l'état d'urgence à partir du 9 novembre pour 12 jours ressemble à une nouvelle provocation. La loi 55-385 du 3-04-1955, toiletée pourtant encore en 2000, déclare dans son article 1 : « L'état d'urgence peut-être déclaré sur tout ou partie du territoire métropolitain, de l'Algérie, ... ». De quoi laisser un sacré arrière-goût. Le décret d'application déclare 8 départements et 30 villes dans 17 autres départements zones où peuvent avoir lieu des perquisitions de jour et de nuit, où les préfets peuvent ordonner la remise des armes de 1^{ère}, 4^{ème} et 5^{ème} catégories, la fermeture des salles de spectacles, des débits de boissons et des lieux de réunion de toute nature, décider l'assignation à résidence de toute personne jugée dange-

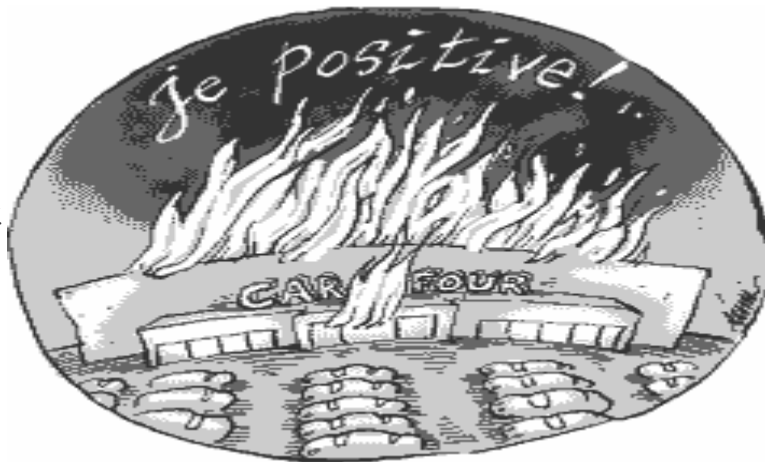
reuse, interdire la circulation des personnes ou des véhicules à certaines heures et interdire de séjour toute personne cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics. Cette politique répressive attentatoire aux libertés publiques n'a même pas été utilisée en mai 68 !

3) Des mesures trop tardives, insuffisantes et

même contre-productives.

La promesse d'apporter 100 millions de subventions aux associations d'insertion n'aura d'effets que dans longtemps et à la condition qu'elle soit tenue. La création d'une « agence de la cohésion sociale et de l'égalité des chances » restera une coquille vide à défaut d'une politique économique et sociale différente. La promesse de 2 000 agents de police supplémentaires dans les quartiers risque de ne guère donner de résultats après les violences policières qui durent depuis le 27 octobre. La création de 15 nouvelles zones franches ne comblera certainement pas le déficit d'emploi dans ces quartiers qui comptent jus-

La création de 15 nouvelles zones franches ne comblera certainement pas le déficit d'emploi dans ces quartiers qui comptent jusqu'à 50% de chômeurs parmi ces jeunes.



qu'à 50% de chômeurs parmi ces jeunes. Si les exonérations fiscales et sociales offertes aux entreprises de ces zones sont conditionnées à l'embauche d'au moins 33% de personnes résidant dans la zone, certaines entreprises se contentent d'une adresse fictive dans le périmètre. Enfin, la promesse d'embauche de 5 000 postes d'assistants pédagogiques ne comblera pas le déficit d'éducation puisque, après la suppression des emplois jeunes, 5 000 postes d'enseignants ont été supprimés en 2005 et que le budget 2006 en prévoit d'autres.

...
l'apprentissage à 14 ans est une aberration...

Pour terminer, la perspective de permettre l'apprentissage à 14 ans est une aberration puisque les employeurs n'ont aucun besoin d'apprentis de cet âge et qu'ils cherchent des apprentis diplômés. L'Union Professionnelle Artisanale déclare : « *Seize ans, c'est l'âge qui convient parce que le jeune a la capacité entre 14 et 16 ans d'acquérir des connaissances intellectuelles qui sont plus tard indispensables.* » Par ailleurs, ce serait là une grave atteinte à l'enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans décrété en 1959 et que l'on sait que la formation et les diplômés sont les meilleures garanties pour obtenir un emploi et pour ensuite se recycler.

4) Des réactions politiques diverses...

Le MEDEF appelle sans surprise au « rétablissement de l'ordre car les conséquences économiques sont très sérieuses ». L'UOIF lance inutilement une fatwa pour le retour au calme. Sarkozy en rajoute des tonnes, après un moment de flottement, en demandant l'expulsion des jeunes étrangers condamnés, au mépris de la loi qu'il a lui-même inspirée : il sait que c'est populaire parmi la clientèle d'extrême droite. Le FN et de Villiers sont sur la même ligne et, déjà, des engins incendiaires ont été lancés contre des mosquées à Lyon et à Carpentras.

Le PS a cautionné l'état d'urgence décrété le 8 novembre...

Le PS a cautionné l'état d'urgence décrété le 8 novembre (il faut dire que la SFIO en est l'auteur et que le gouvernement Fabius l'a mise en vigueur en

Les syndicats appellent à « *stopper les violences et rétablir les solidarités dans les banlieues* ». « *La CGT se prononce pour une action nationale, interprofessionnelle et unitaire pour porter [...] l'exigence de négociations pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la dignité, la lutte contre les discriminations* ». Le syndicat de la Magistrature appelle à la vigilance face à l'état d'urgence.

SARKO DEMANDE AUX POLICIERS DE VOUYOYER...



et des objectifs immédiats.

Il est urgent de s'investir dans ces quartiers malgré toutes les difficultés que cela représente. Les relations qui existent encore entre les associations de terrain et les jeunes en révolte peuvent servir de base à cette approche. Il est extrêmement probable que cette démarche ne sera pas fructueuse rapidement. Il n'empêche que le risque de dérives incontrôlables alimentées par la répression doit être réduit par une présence politique de gauche qui a aujourd'hui disparu en même temps que l'influence du PCF.

...la capacité ou l'incapacité du mouvement social à offrir un espoir de changement radical de politique...

Le fond de la question est bien évidemment **la capacité ou l'incapacité du mouvement social à offrir un espoir de changement radical de politique** et, pour cela, lutter à plein contre la politique néolibérale. Il est aussi nécessaire de travailler à un mouvement, qui comprenne les « sans espoir », les « sans emploi », les « sans toit » et les « sans papier », allié au mouvement syndical, associatif et politique dans une perspective d'affrontement de classe. C'est aux personnes conscientes de s'y atteler, sachant qu'il n'y a plus beaucoup de temps pour inverser le rapport des forces.

Immédiatement, nous devons participer à toutes les initiatives qui demandent la levée de l'état d'urgence, le départ des CRS de ces quartiers où ils sont censés rester pour maintenir l'ordre, la libération des jeunes emprisonnés, la plupart du temps raflés sur la mine et jugés sur les témoignages de la police.

18-11-2005



Nouvelle Calédonie). Le 16 novembre, dans la rue, le PCF s'oppose prudemment, avec l'ensemble des forces progressistes, à la reconduite de l'état d'urgence. La LCR participe et appelle également aux manifestations contre l'instauration de l'état d'urgence, pour la démission de Sarkozy et le retrait des forces de police des quartiers.

La reconduite pour trois mois de l'état d'urgence par le gouvernement, alors même que le calme est revenu dans ces quartiers, est symptomatique du caractère totalement antidémocratique et répressif du pouvoir d'Etat. Celui-ci, sourd aux exigences des électeurs qui ont condamné trois fois de suite sa politique en 2004 puis le 29 mai 2005, sourd aux revendications des mouvements sociaux de 2003, des lycéens, des travailleurs de la SNCM, de la RTM, etc., ne connaît que la violence, la répression et les mensonges.

Toute une partie de l'UMP tente aujourd'hui de faire porter la responsabilité des émeutes aux trafiquants et aux immigrés, censés être polygames ! La politique de Sarkozy, qui est de plus en plus difficile de distinguer de celle du FN, tend à détourner les tensions sociales extrêmement vives vers les plus fragiles qui peuvent servir de boucs émissaires. Or, un juge de Bobigny précise que moins de 15 % des jeunes condamnés avaient eu affaire avec la justice auparavant. Enfin, sur plus de 1 500 jeunes jugés ou en instance de l'être, moins de 120 sont étrangers.

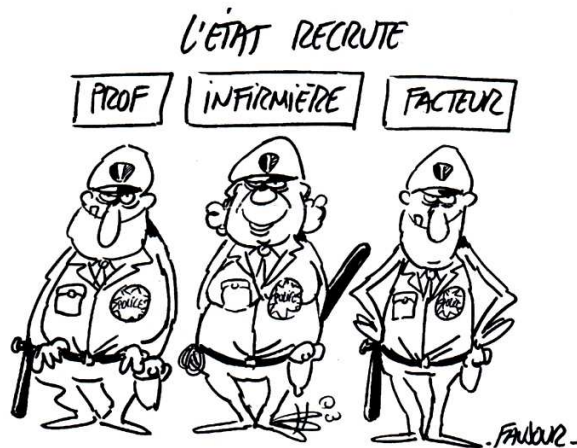
Mes Universités d'Automne 2005 à Ballon Rouge

Le feu aux ghettos, sûrement le thème le plus « brûlant » de ce week-end...

Alors, finalement, la faute à qui ?

La dureté de la droite ? Le laxisme de la gauche ?

Un roquet hystérique passé maître dans l'utilisation des médias et dont le fond de commerce est celui d'entretenir la peur de ma Cité ! Des parents largués, exsangues, coupés eux-mêmes géographiquement et culturellement du reste de la société ?



Et pourtant il ne s'agit que de mêmes devenus logiquement des bombes, sans repères, repoussant sans cesse plus loin les limites de la norme institutionnalisée qui s'est imposée à eux : la violence, avec pour tout horizon, les Nike, les blondes et la BMW qu'ils espèrent avoir un jour.

Qu'y a-t-il de surprenant ? Qu'aurais-je fait, livrée à moi-même, si chaque jour, j'avais croisé des regards sanctificateurs et hostiles ? J'aurais nourri une sourde toujours un peu plus forte en me promettant d'avoir plein de fric un jour et d'écraser ces frometons pour avoir le respect. Ils sont ensemble, se sentant plus que jamais forts et épanchant par ces actes leurs passions tristes.

QUI SONT LES BARBARES ? Puisque nous avons entendu ce mot dans les médias ?

Notre gouvernement ne les représente pas. Il ne représente d'ailleurs que le pessimisme. Nous n'avons pas voté pour le haut patronat et les 3/4 des énarques qui font la pluie et le beau temps, infléchissant notre éducation nationale pour alimenter leurs entreprises.

Notre système capitaliste n'intègre plus, l'économie a bel et bien ses limites. Le feu dans les ghettos, le social, sans cesse bafoué, n'a d'autre alternative que de raffermir une opposition radicale.

Le devenir de notre humanité est donc ailleurs. Il est temps de trouver une nouvelle voie.

Parce que Ballon Rouge est en lui-même une micro initiative de réflexion, il est une forme de résistance. Nous conservons encore le potentiel le plus important qui soit, celui d'initier un nouveau commencement, celui DE LA LIBERTÉ.

Cécile



LES VENDREDIS DE BALLON ROUGE

À partir de 20h30

Salle des sociétés—Rue Jeu de ballon—Aubagne
Echanges et débats... Ouverts à tous, chacun s'exprime

Vendredi 2 décembre : « Une société qui a peur de ses enfants est une société malade. » Après les émeutes dans les quartiers pauvres, quelles actions mener en direction de ces lieux de désespérance.

Vendredi 9 décembre : La situation sociale et politique en Amérique latine. Débat animé par Richard Neuville, Alternatifs 07.

Vendredi 16 décembre : Le terme « capitalisme » a presque disparu pour ne plus parler que de « libéralisme ». Débat animé par Jean Bocquet.

Vendredi 23 décembre : Avant la fin de l'année, faisons le bilan de notre Ballon Rouge, et, on attaque pied au plancher !

Vendredi 6 janvier 2006 : L'apéro pour tous les amis et les projets pour les mois à venir...

SOUTENEZ BALLON ROUGE PARTICIPEZ, ECRIVEZ, ABONNEZ-VOUS

Envoyez-nous les coordonnées de nouveaux lecteurs

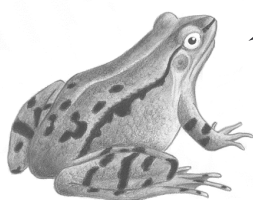
Nom :Prénom :

Adresse :

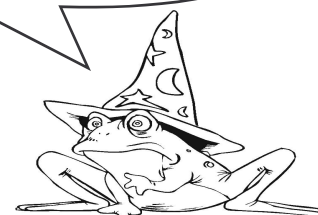
Téléphone :Mail :

Chèques à l'ordre de Ballon Rouge, CCP n° 87 85 26 J Marseille

C'est sûr, en fin d'année, on a toujours des frais, mais Ballon rouge a besoin d'un peu de fraîche pour préparer des jours meilleurs ! Alors, pensez à mettre la main à la poche, vous y trouverer bien de quoi jouer au Père Noël !



Sans baguette, pas de magie, sans oseille, pas de soupe et sans pognon, pas de Ballon. C'est pas compliqué.



BALLON ROUGE

BP 520 AUBAGNE LE CHARREL—13681 AUBAGNE CEDEX

Ballonrouge.aubagne@free.fr—<http://ballon.rouge.free.fr>

CCP 87 85 26 J MARSEILLE